

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

1	NANTES
9	ST NAZAIRE
6	travailleurs
4	et organisations

(critique de l'appel de Nantes)

LE NUMÉRO

mensuel

Supplément au numéro 33 - NOVEMBRE 1964

Nantes - St-Nazaire

travailleurs et organisations

Ce texte va peut-être soulever des protestations, y compris chez les camarades I.C.O. Il faut que chacun comprenne bien que nous ne partons pas en guerre: nous n'apportons pas de vérités, encore moins de VERITE; nous voulons amener à discuter, à réfléchir, à comprendre. C'est à cela qu'il faudra penser si jamais un passage déplaît parce qu'il ne correspond pas à vos idées, à votre engagement.

LES FAITS:

Ce qui s'est passé à Nantes- St Nazaire peut être déformé ou inexact; les camarades de Paris qui ont décrit ces faits n'ont pu le faire qu'à travers des informations diverses, et ils savent ce que valent les informations. Ils ont surtout cherché à en expliquer ce qu'ils en comprenaient d'après leur expérience de travailleurs. Est-ce notre faute si les militants présents à St Nazaire ou à Nantes, ceux là même qui nous en ont tant parlé ces derniers six mois, ne s'intéressent et ne parlent que de ce qui peut servir leur organisation ou leur tendance, n'écrivent finalement que l'histoire de leur propre organisation, laissant de côté ce qui vient réellement des travailleurs. Quant à ceux-ci il n'y a personne en général pour écrire leur véritable histoire et la communiquer aux autres travailleurs.

LES IDEES:

ne sont absolument pas du style "il faudrait" ou "il devrait". C'est simplement ce que quelques uns d'entre nous pensent. Nous savons que les idées (aussi bien les nôtres que celles des autres) peuvent être le produit d'une connaissance, d'une expérience limitée, qu'elles tendent à se fixer alors que les techniques et les structures sociales qui sont à leur origine continuent à évoluer. Tel qui croit être à l'avant-garde est en réalité à l'arrière-garde. C'est seulement par l'échange incessant des expériences et des idées qui en découlent, par notre souci de regarder la totalité des choses en face, par la confrontation constante des théories et de la pratique, que nos idées cesseront d'être limitées, figées, ou périmées. Moins que jamais, à notre avis les travailleurs ne sont disposés à accepter les idées toutes faites que les propagandistes de toutes sortes continuent de déverser pour les conquérir.

Ce texte n'a été tiré qu'à 200 exemplaires. Dans la mesure où il suscitera des critiques, des discussions, nous le compléterons; dans la mesure où des camarades pourraient le diffuser, nous en ferons un nouveau tirage avec l'apport dont la discussion l'aura enrichi.

LES GREVES dans la Loire-Atlantique

I- DECEMBRE 1963:

Une lutte pour les salaires La grève des traminois Nantais (I)

Revendications de salaires. Propositions syndicales 140 à 180 frs par mois, hiérarchisés, grèves de 24 heures. C'est le rituel: des actions sporadiques pour de grosses augmentations.

Le 5 décembre 1963 à une assemblée générale, les traminois votent par 135 voix contre 50 la grève illimitée, contre les responsables C.G.T.

Le 20 décembre, le délégué CGT accepte, sans consulter personne, la reprise du travail contre une prime annuelle de 30 Frs. Par 261 voix contre 165, la grève continue malgré tous les efforts CGT et CFTC pour l'arrêter. Le 23 décembre le service d'entretien reprend le travail à l'appel de ces deux syndicats.

L'Union départementale FO (sous influence anarcho-syndicaliste) essaie d'étendre la solidarité malgré l'opposition CGT et CFTC: les militants syndicalistes révolutionnaires sont mobilisés. Peut-être espèrent-ils retrouver la base d'agitation de 1955: réunion de militants, tracts demandant que les responsables syndicaux organisent un débrayage de 24 heures avec meeting.

Le 6 janvier nouvelle tentative CGT-CFTC pour la reprise (repoussée par 191 voix contre 60). Malgré l'obstruction, une manifestation de solidarité a lieu le 8 : 8.000 travailleurs y participent (celle du 21 février en groupera 70.000).

Les syndicats CGT et CFTC poursuivent séparément les pourparlers, la majorité pour la grève s'amenuise et le 9 janvier, après 39 jours de grève, le travail reprend avec 18 frs mensuels uniformes pour tous.

Une brève Conclusion:/

- c'était une grève pour les salaires,
- les anarcho-syndicalistes ont pu empêcher les manoeuvres de la CGT et de la CFTC, mais la grève est restée isolée à un moment où à St Nazaire, un conflit plus important se développait autour des licenciements. Cela contredit le rôle essentiel que les syndicalistes révolutionnaires attribuent à leurs militants dans les luttes (le même rôle dirigeant que n'importe quels bureaucrates de parti ou de syndicat). Les variations du nombre de votants dans les votes cités ci-dessus laisse supposer que chaque syndicat, y compris FO, faisait voter au moment lui paraissant le plus favorable.

(I) toutes les précisions figurant ci-dessus sont tirées de "L'Anarcho-syndicaliste" (mars 64), bulletin de l'Union anarcho-syndicaliste -tendance Hébert- (M. Gatineau, 107 Rue Jean Jaurès, St Florent, Niort, D.S.) la relation de la grève est donc vue par des anarcho-syndicalistes "travaillant" dans Force Ouvrière; beaucoup de détails concernant les manoeuvres entre les bureaucraties syndicales; par contre il n'y a rien sur la grève telle que les traminois l'ont faite pendant quarante jours.

- l'action de ces militants aurait pu avoir un sens dans la mesure où elle aurait montré la contradiction entre les revendications et l'action ouvrière d'une part, la tactique et le rôle des syndicats d'autre part. Mais comme ils sont tous à F.O. (et essaient de pousser les centrales à organiser la lutte) tout devient ambigu: la lutte prend l'allure de rivalités entre syndicats (et redore le blason de FO); elle revalorise les centrales syndicales dans leur fonction actuelle puisque les travailleurs, s'ils suivent ces militants "révolutionnaires" demandent aux syndicats "d'organiser leur lutte" (ils organiseront d'ailleurs la grande manifestation préconisée mais au moment choisi par eux, en lui donnant un sens politique, lorsque la grève des traminois sera terminée depuis longtemps.

II- JANVIER 1964:

La fermeture d'une entreprise
Les Fonderies de St Nazaire.

Une date: la grève des traminois nantais se termine le 9 janvier juste au moment où, à Saint Nazaire, les syndicats "engagent l'action" contre les licenciements (10 janvier).

La structure d'une entreprise capitaliste varie suivant ses propres nécessités, financières, techniques, commerciales. Les décisions de modifier, de supprimer, de créer, relèvent du pouvoir d'autorité des dirigeants et leur sont dictées par une question de vie ou de mort de l'entreprise capitaliste (question qui est, en même temps celle du maintien du profit, de l'expansion nécessaire pour fixer un capital de plus en plus grand, du maintien en place des dirigeants). Accuser les dirigeants de vouloir créer volontairement du chômage nous paraît aussi absurde que de les accuser de vouloir réduire volontairement l'activité de leur entreprise.

Pour un travailleur, discuter de l'opportunité de telle ou telle mesure c'est se placer sur le terrain de l'entreprise capitaliste. Refuser les conséquences des décisions, c'est se poser en éventuel dirigeant (ce que font les syndicats). Pour un travailleur, refuser les conséquences des décisions, c'est contester le pouvoir de décision des dirigeants, c'est-à-dire toucher à l'essentiel. C'est ce qui fait que sur un point de détail, la lutte peut devenir capitale, mais les formes de lutte doivent être à la mesure de l'enjeu (exemple Decazeville ou Trieux). Si elle ne prend pas cette forme, ou si elle échoue (isolément), elle n'aboutit, au pire, à rien, au mieux à un renforcement des cadres de domination sur les travailleurs (syndicats, organismes paritaires divers d'aide sociale). Le pouvoir de décision des dirigeants, non seulement est préservé mais pourra s'exercer dorénavant, sans conflit puisque la solution a été trouvée. Le résultat, est que le syndicat, à la faveur de ces luttes, s'installe de plus en plus dans les sphères de discussion des modalités d'application des décisions prises en dehors d'eux, dans les sphères dirigeantes: de toute manière, que ce soit pouvoir de décision ou pouvoir de discussion, les travailleurs n'interviennent pas.

LES FAITS /

conséquence de l'évolution de la construction navale, les Fonderies

de Saint Nazaire (sous-traitant des Chantiers de l'Atlantique (I)) annoncent début janvier le licenciement pour le 8 février, de 258 ouvriers.

L'action des centrales syndicales vise à "faire accepter", tout en essayant de tirer un profit politique local- et national . Le thème de cette action, on le retrouvera tout au long de ces quatre mois de "lutte contre les licenciements": le gouvernement "veut" créer des poches de chômage, il faut faire "reculer le pouvoir personnel", il faut s'unir derrière le " comité de défense de l'emploi", élaborer un "programme commun" ,etc...

Des défilés, des débrayages, et des meetings: 8.000 métallos le 10 janvier, 30.000 "avec les paysans" le 22 janvier pour porter une résolution à la Préfecture.

"Les témoins de l'imposante manifestation qui s'est déroulée le 22 janvier à St Nazaire ont été frappés par le calme et la dignité des quelque 30.000 participants. Etonnant cortège, où se trouvaient aux côtés des métallos, une quarantaine de maires, des parlementaires , des marins pêcheurs, des paysans, des employés, des commerçants, des prêtres, et même quelques religieuses ".

("Vie Française-" journal financier du 7/2/64)

Mais il n'y a plus que 6000 manifestants le 28 janvier; tout se termine par une entrevue avec le premier ministre le 29 janvier... et l'annonce le 30 janvier que les licenciements sont avancés au 1er février, les salaires étant payés jusqu'au 8 février.

Et les travailleurs ?

Une tentative a eu lieu bien tardivement, le 27 janvier, de dépasser les promenades et les palabres syndicaux. Peut-être est-ce la raison de l'avancement des licenciements.

En voici le récit, tiré de Ouest France, quotidien catholique de l'Ouest (28/1/64) (on n'en a pas trouvé ailleurs) :

" ..(les ouvriers) décidaient de rester après la débâche, dans l'usine où ils devaient passer la nuit. Toutes les dispositions avaient été prises. Des bottes de paille furent amenées dans le réfectoire et devaient servir de couchettes...

"A 19h40, le commissaire central de St Nazaire, se rendait aux Fonderies pour demander aux ouvriers d'évacuer l'usine... A l'issue de cette entrevue les ouvriers des fonderies tinrent une réunion dans le réfectoire: "depuis un mois, dit un délégué, on n'a rien fait pour nous . Nous voulons que notre situation douloureuse soit enfin prise en considération (2) ".

- (1) le sous-traitant est une petite entreprise spécialisée dans une fabrication pour une entreprise plus importante; l'entreprise sous traitante dépend entièrement de son "client". Les Chantiers de l'Atlantique peuvent ainsi décider de la suppression des Fonderies, entreprise en apparence indépendante, si tel est son intérêt.
- (2) on peut relever ce "on n'a rien fait pour nous" qui semble englober tous les dirigeants y compris syndicaux, et qui exprime la passivité de ceux qui attendent des dirigeants qu'ils "fassent quelque chose".

" Vers 21h15 une nouvelle entrevue avait lieu avec le commissaire central de St Nazaire. Les délégués indiquèrent à nouveau qu'ils ne voulaient pas quitter l'usine. Les secrétaires des syndicats, qui s'étaient joints à eux, abondèrent dans le même sens. "Laissez vous traîner comme les noirs en Amérique" dit M. Busson, le secrétaire du syndicat CGT des métaux. (I)

"50 gardiens de la paix envahissaient peu après le réfectoire de l'usine où quelques bousculades se produisirent, de nombreux travailleurs se refusant à quitter les lieux. Pendant ce temps, la sirène des Fonderies hurlait à la mort dans la nuit. A cet appel, 150 personnes de l'extérieur accouraient et se groupaient devant la grille de l'entrée. On sentait que la température montait. Les ouvriers entonnèrent l'Internationale. quelques ouvriers avaient bien évacué le réfectoire, d'autres se laissaient traîner dehors, mais il apparut rapidement qu'ils ne voulaient pas sortir de l'établissement.

"Vers 21h45, il était fait appel aux CRS qui arrivaient 10 minutes après pour procéder à l'évacuation des fonderies. Les CRS pénétrèrent dans l'usine par une porte située près de la direction et prirent position dans la cour. Mais ils n'eurent pas à intervenir. Pendant ce temps les manifestants avaient sorti les bottes de paille amenées sur place qui devaient leur servir de lit pendant la nuit et ils s'y couchèrent en signe de protestation. C'est alors que les gardiens de la paix... transportèrent les manifestants à la porte de l'usine. Mais aucun incident ne se produisit. A 22h30, tout était terminé"

La même scène recommence le mardi 28 janvier en fin de journée: toujours une soixantaine d'ouvriers sur 250, police, évacuation. De nouveau le mercredi 29 :

" 70 ouvriers de la Fonderie, ont pour la troisième fois occupé les ateliers à 18 heures. Pour obtenir l'évacuation, les policiers durent démonter les portes du réfectoire où s'étaient enfermés les métallurgistes. Quelques ouvriers opposèrent la force d'inertie et durent être portés par les agents jusque dans la cour. Plusieurs centaines de Nazairiens s'étaient, pendant ce temps, rassemblés dans les rues voisines. La grande grille céda bientôt sous la pression extérieure et la police dut refouler quelques dizaines de personnes tandis que les CRS étaient appelés en renfort. Vers 21h la dispersion s'effectuait sans incident notable ..."

(Le Monde, 30 Janvier).

C'est alors que pour "éviter des troubles", la fermeture des ateliers est avancée de 8 jours (150 ouvriers), le reste continuant à travailler:

" Les 150 autres ouvriers réduits à l'inaction, massés à 8 heures devant la porte, ont entendu M. Piconnier (CGT) porte-parole des trois syndicats, annoncer que ceux-ci avaient mis au point un plan de bataille et n'abandonneraient pas la lutte malgré la fermeture. Les métallurgistes se sont rendus en cortège à la mairie où une délégation a été reçue. Ils ont décidé de se réunir tous les matins devant la fonderie. Ils distribueront ensuite des tracts en ville "

(Le Monde - 1^o Février).

(I) les dirigeants CGT prêchant la non violence devant la police.

Une conclusion /

- action de militants ou réaction de la base, la lutte sur le plan de l'usine est restée sporadique (60 sur 250 ouvriers) et isolée (pas de réaction des Chantiers de l'Atlantique, pas plus des syndicats que des travailleurs eux-mêmes). On doit en conclure que seule une minorité s'est sentie touchée par les licenciements et qu'à leur égard il n'y a eu aucune solidarité de classe. Dès ce moment, on pouvait conclure qu'il n'y avait pas de situation "favorable" telle que les minorités révolutionnaires en ont vu après.
- Patronat et gouvernement ont pu agir en toute liberté; leur pouvoir décisionnaire est resté entier. Les licenciements des Fonderies ont été ainsi un test pour ceux des Chantiers de l'Atlantique: au moment où la fermeture des fonderies est avancée de 8 jours, 650 licenciements sont annoncés sur les Chantiers.
- les velléités d'action autonome sont facilement étouffées par la tactique syndicale; par cette insolite "non violence"; puis l'action propre des fonderies sera noyée dans la grande manifestation annoncée à Nantes pour le 19 février.
- si les dirigeants peuvent ainsi précipiter les licenciements c'est que les travailleurs paraissent bien encadrés par les syndicats; ils participent "dans le calme" aux manifestations, ils attendent sans lutte que les choses s'arrangent par la collaboration des bureaucrates locaux aux comités divers, spécialisés dans l'aménagement des conséquences sociales prises par les entreprises capitalistes. On est bien contraint de dire qu'ils ne considèrent pas, dans leur majorité, que leur situation présente soit menacée, qu'il soit nécessaire ou possible d'intervenir autrement pour que change cette situation.

III- FEVRIER- MARS 1964

Saint-Nazaire.

Licenciements aux Chantiers de l'Atlantique.

Nous pourrions épiloguer pendant des pages, comme bien d'autres l'ont fait sur les causes des licenciements à Saint-Nazaire. On a trouvé ces discussions dans la plupart des journaux ou bulletins syndicaux, dans la bouche des dirigeants de tous ordres, syndicaux, gouvernementaux, patronaux, les uns justifiant les mesures les autres les critiquant et avançant des solutions de remplacement (I); il nous paraît préférable de faire quelques observations sur ce qui apparaît ainsi comme un "dialogue" entre les dirigeants sur les mesures propres à aménager la société capitaliste.

(I) C'est une chose de refuser ou d'accepter les conséquences matérielles d'une décision ce que font les travailleurs, parce qu'ils n'ont pas quotidiennement d'autres possibilités. C'est autre chose de proposer des solutions: ou elles sont révolutionnaires et posent le problème de la révolution elle-même; ou elles ne le sont pas et deviennent purement démagogiques, avec des contradictions qu'il serait facile de souligner.

- Le capitalisme

malgré sa forme bureaucratique, et sa prétention de planification à l'échelon national continue de prendre des décisions sous la poussée d'impératifs de concurrence internationale: il est frappant de voir aussi bien dans les marchés passés que dans les suggestions de marchés, combien une industrie importante dépend presque entièrement des commandes internationales.

- Au projet des techniciens du capitalisme de vouloir planifier, c'est-à-dire de parvenir à une certaine régulation du système préservant la place de la classe dominante, répond le même projet de techniciens du syndicalisme dans le même but, mais avec des hommes et des modalités différentes. C'est par exemple Hébert anarcho-syndicaliste, leader local FO qui déclare à Nantes, le 19 février: " le rôle de l'Etat est de développer les investissements publics". N'importe quel dirigeant est d'accord là-dessus. Leur position commune est de fixer des structures qui s'imposent aux travailleurs..

- les dirigeants syndicaux

accusent les dirigeants politiques ou patronaux "d'imprévision" ce faisant, ils admettent la possibilité d'aménager et de planifier dans le cadre capitaliste, et ils reconnaissent aux dirigeants actuels le pouvoir et la capacité pour le faire. Mais, ils s'englobent aussi dans les mêmes reproches d'imprévision. Dans un article de "La Révolution Proletarienne" (3/64) Malnoe, dirigeant FO de la Loire Atlantique, déclare, après avoir exposé de nombreux arguments techniques: "Nous savions que la crise était inévitable"? Mais alors, ils ne sont même pas de bons réformistes. C'est l'aveu de leur incapacité, ou de leur impuissance, ou de leur inutilité. Sinon, que n'ont-ils fait pour prévenir par tous moyens une crise qu'ils présentent comme catastrophique.

- la réalité

et cela bien peu le disent, c'est que s'il y a crise dans la construction navale, il n'y a pas actuellement crise de l'emploi. Contrairement à tous ce qu'on nous corne aux oreilles depuis des années (ça ne veut pas dire que ça durera) Il faut lire les pleunicheries de toutes sortes qui ont suivi la déclaration synique de Pompidou: " Chacun ne peut songer à rester dans l'emploi qu'il occupe, au lieu où il se trouve ", pour comprendre à quel point la société capitaliste a fait de l'individu un animal domestique capable de "peurs" et incapable de faire face, fut-ce égoïstement, au moindre changement (qui peut être bénéfique si l'on se place sous l'angle étroit de l'emploi et du salaire). Qu'ont fait d'autres dans le passé, et actuellement, des générations de salariés. Cela est d'ailleurs différent du problème capital de fixer soi-même son choix au lieu d'être contraint. Mais les bonzes syndicaux se placent sur le terrain de la peur qui doit suivre le salarié comme son ombre: "s'expatrier est synonyme de malheur" (déclaration de l'Express- 13/2/64) "Pas de déportation". (discours de Nantes le 19 février).

Le problème n'est pas d'accepter ou non ces licenciements, c'est de savoir si les hommes acceptent de vivre dans une société où ils ont toujours été et restent des exécutants soumis à des décisions prises en dehors d'eux. Réduire le problème à quelques "cas secourables", le voir sous l'angle d'une lutte révolutionnaire, nous paraissent les deux termes du même faux dilemme: lutte ou aménagement. La plupart des travailleurs acceptant leur licenciement et résolvant individuellement leur situation, il n'y a pas de lutte (malgré tous les efforts des minorités révolutionnaires) et l'ensemble de "l'action" (celles des révolutionnaires et celle des réformistes) débouche sur une cuisine autour du Fonds National de l'Emploi.

Le récit de "l'action contre les licenciements" montre bien le parti que chacun essaie de tirer des événements au profit de son organisation par l'effet